

Mon corps, mon choix

pour toutes les femmes, dans toute l'Europe

Le 28 septembre a lieu la journée internationale pour le droit à l'avortement. Le mot d'ordre de cette année : lancer une mobilisation européenne pour l'inscription de ce droit ainsi que du droit des femmes à disposer librement de leurs corps dans la législation européenne.

★ Des situations disparates : solidarité !

Alors que l'Union européenne prétend défendre les droits de l'« homme », le droit à l'avortement n'est toujours pas garanti, parfois au mépris de la vie des femmes. Il est fortement limité en Pologne, à Chypre, en Andorre et en Irlande (les femmes y ont accès seulement en cas de danger pour la mère, parfois en cas de viol ou de malformation du fœtus), et il est totalement interdit à Malte.

Avec le développement des partis réactionnaires dans les diverses instances de pouvoir, ce droit est par ailleurs souvent attaqué et remis en cause là où il est reconnu. Les forces rétrogrades et religieuses usent de lobbys puissants pour le limiter ou l'interdire.

Mais, chaque année, dans le monde, on estime à 47 000 le nombre de femmes qui meurent à cause d'un avortement clandestin.

Cependant, rappelons que l'IVG doit être un droit ET un choix. Les stérilisations forcées des femmes roms qui ont eu lieu en Slovaquie et en Hongrie relèvent aussi de la violence et de la mutilation. **Dans un sens comme dans l'autre, le corps des femmes est un champ de bataille. À nous de récupérer nos droits !**

Face à ces situations, nous devons être solidaires les unes et des autres, et exiger un droit à l'avortement libre, gratuit et accessible pour toutes.



★ Austérité et IVG : les femmes trinquent !

En France, les mesures d'austérité entraînent des fermetures de centres IVG, des baisses de subventions aux associations, et donc la diminution de l'accès à l'IVG. **Sans moyen, le droit inscrit dans la loi n'est pas réel.**

Quelle est la légitimité de l'Union Européenne sur un tel sujet ? Rappelons qu'en encourageant fortement les politiques d'austérité de ses états membre, elle est aujourd'hui un instrument des capitalistes. Les droits des femmes passent toujours en dernier quand il s'agit d'augmenter les profits. **Ce ne sont pas aux élu-e-s de décider de nos vies, mais à chaque femme de faire les choix qui lui conviennent !**

★ Dans la rue contre le contrôle de nos corps !

Alternative Libertaire pense que c'est avant tout dans la rue que la mobilisation doit être forte. En Espagne en 2013 et en Pologne en 2016, les femmes se sont battues dans la rue pour que leurs droits soient garantis. Sur tous les continents, des femmes manifestent, se rassemblent, font grève, agissent pour leurs droits, pour nos droits

Nous n'avons pas d'illusions sur ce que pourront apporter les prochaines élections européennes en 2019. Il n'y a qu'un mouvement d'ampleur qui pourra faire céder une institution intrinsèquement anti-démocratique, construite non dans l'intérêt des peuples mais pour favoriser l'enrichissement des capitalistes.